

Le camp de Judes reconnu lieu de mémoire démocratique en hommage aux Républicains espagnols



Les personnalités avec les porte-drapeaux rassemblés autour de la plaque commémorative DDM - Jean-Marc Barloy

Une plaque commémorative a été dévoilée à Septfonds (Tarn-et-Garonne) pour rappeler l'histoire du camp de Judes, où furent internés des milliers de Républicains espagnols entre 1939 et 1944.

En février 1939, un terrain au lieu-dit Judes à Septfonds est désigné par les autorités pour y ériger un camp destiné au rassemblement des Républicains espagnols réfugiés, considérés comme « étrangers indésirables ».

Prévu pour durer quelques mois seulement, le camp ne fut libéré qu'en août 1944 par la Résistance. Durant cette période, diverses nationalités et destins se sont croisés dans le camp.

En ouverture de la cérémonie de dévoilement de la plaque reconnaissant le camp de Judes comme lieu de mémoire démocratique, à l'initiative du gouvernement espagnol, la chanson « Le camp de Judes » était interprétée par son auteur, Michel Ronchi, adjoint à la mairie de Septfonds.

Étaient notamment présents Ángel Víctor Torres Pérez, ministre de la Politique territoriale et de la Mémoire démocratique d'Espagne, Fernando Martínez López, secrétaire d'État à la Mémoire démocratique d'Espagne, Victorio Redondo Baldrich, ambassadeur d'Espagne en France, Manuel Larrotcha Parada, consul général d'Espagne à Toulouse, Edwige Darracq, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, Michel Weill, président du conseil départemental, Marie Castro, vice-présidente de la région Occitanie, les présidents des associations Manuel Azaña et Miguel de Cervantes ainsi que de nombreux élus locaux.

Voir aussi :

Léa Salamé : Un mois au 20h de France 2, quel bilan face à TF1 ?

Désillusion et désespoir

Dans son allocution, Nadine Sinopoli, maire de Septfonds, rappelait quelques faits d'histoire : « Ici, en 1939, ont séjourné plus de 16 000 Républicains espagnols fuyant la dictature franquiste, choisis parmi les ouvriers spécialisés des grands camps de réfugiés du Roussillon. Pendant la guerre mondiale, des milliers d'autres Républicains espagnols ont transité par le camp de Septfonds, devenu lieu d'internement et de triage pour étrangers qualifiés d'indésirables. L'espoir d'accueil et de liberté que ces familles nourrissaient en traversant la frontière des Pyrénées dans de terribles conditions s'est rapidement transformé en désillusion et désespoir. » Et d'ajouter : « Nous avons eu la chance que des Républicains espagnols, ouvriers qualifiés, placés dans les fermes ou entreprises des alentours, aient décidé de rester sur notre territoire à leur libération. Nous saluons aujourd'hui la présence de leurs descendants. D'autres, installés dans la région Occitanie, viennent visiter les lieux mémoriels de Septfonds et nous apportent régulièrement de nouveaux témoignages et documents. Reconstituée peu à peu depuis les années 1970, cette histoire reste d'une grande richesse, le camp ainsi que ses archives ayant été détruits en 1945. »

Joaquin parti à la guerre à l'âge de 21 ans

Dans son allocution, Ángel Víctor Torres Pérez, ministre de la politique territoriale et de la mémoire démocratique d'Espagne, rappelait le devoir de mémoire : « Joaquín travaillait dans un magasin de vêtements, conduisait une moto et avait acheté l'un des premiers gramophones à Oliva, près de Valence. C'est ainsi que Remedios et Vicenta, aujourd'hui octogénaires, décrivaient leur grand-oncle Joaquín Llin Roig, parti à la guerre à l'âge de 21 ans. Elles ne l'ont jamais revu.



Lors du discours du ministre espagnol DDM - J.-M. B.

Joaquín est l'un des Espagnols morts ici, dans l'ancien camp de Judes, à Septfonds. Aujourd'hui, nous lui rendons hommage, ainsi qu'à tous nos compatriotes internés entre ces murs. Aujourd'hui, nous dévoilons la plaque qui reconnaît ce lieu comme site de mémoire démocratique par le gouvernement espagnol. Cette plaque n'est pas qu'une simple plaque de bronze : c'est un engagement public envers la vérité historique, envers les victimes et envers les générations futures ».

La mémoire exige d'être recherchée, réparée

Il indiquait que ces dernières années, grâce à des découvertes et des recherches locales, des objets et des documents avaient été retrouvés, redonnant une identité à ceux que l'on croyait anonymes : des enveloppes contenant des effets personnels, des papiers attestant d'une vie fauchée en plein vol et, plus récemment, la découverte dans le grenier de la mairie d'un registre contenant les noms et les effets de 42 soldats républicains morts dans ce camp, des documents qui ont confirmé, une fois de plus, que la mémoire exige d'être recherchée et réparée. Il concluait : « Aujourd'hui, en apposant cette plaque, nous affirmons trois obligations incontournables : la vérité en reconnaissant rigoureusement et sans euphémismes ce qui s'est passé ; la dignité en donnant un nom et une mémoire à ceux qui ont été réduits à des numéros ; et la vigilance démocratique en tirant les leçons de l'histoire afin que l'exclusion, la criminalisation et l'expulsion massive de populations ne se reproduisent plus. Se souvenir, ce n'est pas raviver la rancœur : c'est protéger la démocratie de l'amnésie ».